

## LA DISPOSITION EST CONTENUE DANS LA LOI DE FINANCES 2017

# Une taxe sur la vente de véhicules d'occasion

**Le gouvernement prépare un plan pour réguler le marché des véhicules d'occasion qui a connu un développement exponentiel ces 20 dernières années. D'ores et déjà, le marché des véhicules d'occasion d'El Harrach, le plus important, a été fermé.**

**Younès Djama - Alger (Le Soir)** - Le marché des véhicules d'occasion connaîtra du nouveau dans les prochains mois. En effet, on apprend ainsi que l'avant-projet de loi de finances 2017 comporte une disposition relative à l'institution d'un régime fiscal sur la marge pour les opérations de vente et de livraison de biens meubles d'occasion et assimilés, et notamment les véhicules d'occasion.

L'objectif recherché par la mise en place de la taxation sur la marge, est-il expliqué dans l'exposé des motifs, est de «contribuer à l'organisation du marché de l'occasion, notamment celui concernant les véhicules automobiles d'occasion, et permettre également aux entreprises concernées de développer ce segment d'activité afin de réduire progressivement le marché particulier des ventes de biens d'occasion et d'assurer à l'Etat des recettes supplémentaires tout en protégeant le consommateur». Le texte prévoit

d'«étendre le régime de la taxation sur la marge des opérations de vente et de livraison de biens meubles d'occasion et assimilés à la taxe sur l'activité professionnelle (TAP). Cette mesure permettra l'harmonisation des règles de la TAP et de la TVA».

A travers cette démarche, le gouvernement affiche sa volonté de réguler un marché des véhicules d'occasion qui connaît, en particulier ces jours-ci, une flambée des prix sans commune mesure. Notamment suite à l'instauration des licences d'importation des véhicules dont l'objectif est de réduire la facture d'importation des véhicules. Cependant, avant de prétendre réguler ce secteur, il serait peut-être judicieux de commencer par d'abord trouver des mécanismes de régulation du marché du véhicule d'occasion. Ainsi, l'Etat serait mieux inspiré de mettre en place un système de cotation argus adapté au marché de telle façon à déterminer le prix de la décote du véhicule avant d'imposer aux



Un marché en voie de régulation.

concessionnaires la reprise du véhicule d'occasion. L'Association des concessionnaires automobiles (AC2A) a de tout temps plaidé pour une meilleure régulation du marché des véhicules d'occasion, qui représenterait, selon des estimations, 750 000 véhicules par an, soit le double des importations annuelles de véhicules (avant la mise en place des licences d'im-

portations, Ndlr). L'idée a depuis fait son chemin, et l'appel de l'AC2A a, semble-t-il, été entendu par le gouvernement.

Ainsi, en novembre 2015, le ministre de l'Industrie, Abdesselam Bouchouareb, avait annoncé la mise d'un groupe de travail en vue de préparer des textes juridiques visant l'organisation de ce marché. L'objectif de ce dispositif est de faire en sorte

que le marché du véhicule d'occasion s'aligne sur celui des véhicules neufs «bien encadré et mieux organisé grâce à la mise en place d'un nouveau cahier des charges», a estimé le ministre.

Pionnier, le concessionnaire Peugeot Algérie a dévoilé à l'occasion du Salon de l'automobile d'Alger 2016, son offre d'aide à la revente des véhicules d'occasion Peugeot «La Griffre» lancée à travers tout son réseau sur le territoire national, depuis le mois de mai 2016.

Chaque client qui souhaite revendre son véhicule d'occasion à un particulier (véhicule de moins de 6 ans d'âge et moins de 150 000 kilomètres) pourra se rendre dans le réseau Peugeot. Un agent effectuera alors un diagnostic gratuit sur 50 points de contrôle.

Si le véhicule satisfait aux points de contrôle, le client pourra alors faire l'acquisition d'un pack comprenant le certificat de conformité «La Griffre» ainsi qu'une série de prestations, à l'intention du futur acheteur du véhicule, comprenant : une garantie et une assistance de 6 ou 12 mois du véhicule.

Y. D.

## SANTÉ

# Lancement de 170 unités de soins à domicile

**Les soins et l'hospitalisation à domicile et la gériatrie sont de nouveaux concepts sanitaires qui arrivent en Algérie. En attendant la mise en place d'un cadre réglementaire pour la mise en œuvre effective de la gériatrie et du lancement de l'hospitalisation à domicile, les soins à domicile commencent à gagner du terrain. Il existe actuellement 170 unités de soins à domicile sur le territoire national. Celles-ci sont chargées de dispenser à domicile tous les soins qui ne nécessitent pas un environnement hospitalier, et ce, dans le cadre du suivi en ambulatoire des patients.**

**Salima Akkouche - Alger (Le Soir)** - Pour libérer des lits dans les établissements de santé et donner la chance aux cas les plus urgents pour trouver des places dans ces structures, le ministère de la Santé, de la Population et de la Réforme hospitalière a lancé de nouvelles formules.

Faisant leur apparition depuis plusieurs années dans maints pays, les soins et l'hospitalisation à domicile ainsi que la gériatrie, pour les personnes âgées, arrivent en Algérie. L'hospitalisation à domicile et la gériatrie ne sont pas encore lancées. Les deux formules sont en attente d'un cadre réglementaire prévu dans la nouvelle loi sanitaire. D'ailleurs, souligne-t-on, il n'y a encore aucune demande d'agrément, faute de l'absence d'un cadre réglementaire légal.

«L'hospitalisation à domicile (HAD)

nécessite un cadre réglementaire spécifique avec un ancrage légal qui est pris en charge dans l'avant-projet de la nouvelle loi sanitaire. C'est pour ces raisons que la HAD n'existe pas encore en Algérie, et seuls les soins à domicile sont pratiqués par les établissements publics de santé», explique le ministère de la Santé.

Ainsi, les soins à domicile se développent. 170 unités existent actuellement à travers le pays. Ces unités, précise-t-on, ont un plan de charges très fourni car beaucoup de patients préfèrent recevoir les soins à domicile plutôt que de se déplacer à l'hôpital. A Oran, à Sétif ou à Alger (CPMC), certains patients atteints de cancer sont suivis en ambulatoire chez eux, depuis des années déjà.

Des initiatives individuelles lancées par certains chefs de services hospitaliers. «Les patients préfèrent cette formule qui leur procure plus de confort et leur évite des déplacements fatigants», explique le ministère de la Santé. «En plus de son aspect économique consistant à réduire les coûts de prise en charge comparative à la prise en charge en milieu hospitalier, dans la mesure où plusieurs éléments entrant dans le calcul des coûts hospitaliers seront économisés au titre de la prise en charge à domicile, l'hospitalisation à domicile apportera au patient un accompagnement familial très important», explique encore le département de Abdelmalek Boudiaf. Ce dernier précise que «pour les opérateurs privés, la logique voudrait que les coûts soient arrêtés sur la base de négociations avec les différentes parties concernées, notamment pour ce



Une formule qui procure plus de confort au malade.

qui concerne l'hospitalisation à domicile, une fois lancée». Comment décide-t-on d'hospitaliser un patient chez lui ? Le ministère de la Santé explique que c'est au médecin traitant de statuer sur les pathologies nécessitant cette procédure et de décider de l'opportunité de l'hospitalisation à domicile en fonction de plusieurs paramètres liés notamment au plus thérapeutique que peut apporter le maintien en milieu hospitalier du patient concerné.

Slim Belkessam, conseiller et responsable de la communication au ministère de la Santé, souligne qu'il existe une énorme demande aussi bien dans les grandes agglomérations que dans les localités enclavées pour ces soins.

Le matériel adéquat existe sur le marché et il est à la charge du prestataire de soins, souligne-t-on. Pour l'hospitalisation à domicile, ce seront les textes et les

cahiers des charges qui préciseront toutes les conditions de délivrance de l'agrément notamment les conditions liées à la logistique que devra mobiliser le futur prestataire de soins. «Une fois la loi promulguée, les textes d'application permettront aussi bien au secteur public qu'au secteur privé de mettre en place des unités d'hospitalisation à domicile sur des bases claires protégeant aussi bien le patient que le personnel soignant, sachant que l'hospitalisation à domicile ne pourra être demandée que par la structure soignante et dans des conditions bien précises», souligne le ministère de tutelle.

La promulgation de la nouvelle loi sanitaire est attendue pour la rentrée prochaine. Celle-ci attend toujours l'aval du gouvernement pour pouvoir être discutée par les deux Chambres du Parlement.

S. A.